



INGENIEURS ET SCIENTIFIQUES DE FRANCE

Organisme reconnu d'Utilité Publique depuis 1860

UNION REGIONALE DES INGENIEURS ET SCIENTIFIQUES DE FRANCHE COMTE

Compte-rendu du Bar des Sciences du 31 janvier 2012

« Espionnage et guerre économique »

Soirée organisée par : le « **Pavillon des Sciences** » et animée avec dynamisme par **Pascal REMOND**.

Lieu - Horaire : Bar de l'Hôtel Bristol – 2, Rue Velotte - 25200 MONTBELIARD – ce mardi 31 janvier 2012 - de 20h00 à 22h00

Participation : Très bonne, 110 personnes présentes remplissaient le Bar.

Participants URIS FC : Jean-Pierre BULLIARD (INSA) – Jo CAVALLIN (AM) – Jean-Claude MAYET – Thierry NAUDIN (ICAM) et d'autres non identifiés.

Intervenants :

- **C^{dt} Bruno MIGEOT** Gendarmerie Nationale - Chef d'Escadron Emploi Renseignement - Responsable Antenne Intelligence Economique
- **C^{dt} Manuel BOISSIERE** Gendarmerie Nationale - Chef d'Escadron Montbéliard -
- **Pierre VIVIEN** Directeur Agence d'Intelligence Economique de Franche-Comté - à la CRCI de Franche-Comté
- **Jean-Claude JEUNE** Directeur ARIST- à la CRCI de Franche-Comté
- **Bruno GRAVELLE** Industriel, Directeur INTER MECA, TPE de 3 personnes développant des outils en céramique à Héricourt.

En 1989, la chute du mur de Berlin, suivie deux ans plus tard de l'implosion de l'URSS, paraissent ouvrir une nouvelle ère telle une mondialisation heureuse. Des centaines d'espions se retrouvaient ainsi au chômage, il fallait bien employer leur savoir-faire !... Des cendres de la guerre froide se dégage une nouvelle guerre non plus bipolaire Est/Ouest ou Nord /Sud mais de tous contre tous, une guerre non plus politique mais avant tout économique avec ses réseaux de renseignement, d'influence, de lobbying, de contrefaçon, de déstabilisation...

Qu'en est-il réellement ? Le monde actuel est-il véritablement en proie à une nouvelle guerre dont les entreprises seraient les bataillons et les chômeurs les victimes ? Aujourd'hui « les marchés », dit-on, s'attaquent même aux états ? ...

Parmi les experts qui interviendront, **Le Commandant BOISSIERE** et **le Commandant MIGEOT** expliquent : « La **Gendarmerie**, grâce notamment à son maillage territorial, se révèle un acteur important de la politique de sécurité économique. Ses missions et son organisation la conduisent naturellement à participer à la protection des entreprises. Nous menons de nombreuses actions à destination des PME/PMI et aussi TPE/TPI pour la protection du patrimoine informationnel (et immatériel) de l'entreprise.

Les spécialistes du domaine **Pierre VIVIEN** (Directeur Agence d'Intelligence Economique) et **Jean-Claude JEUNE** (Directeur ARIST - Agence Régionale d'Information Stratégique et Technologique), résument l'intelligence économique en un triptyque : veille (acquérir l'information stratégique pertinente), protection des informations (ne pas laisser connaître les informations sensibles) et influence (propager une information ou des normes de comportement et d'interprétation qui favorisent la stratégie).

Mais n'est-ce pas là une vitrine ? Est-ce que ce petit monde est aussi beau qu'on voudrait nous le faire croire ? Qui sont ces espions ? Quels moyens utilisent-ils ? Comment se protéger ? Comment le vivent les victimes ? Un industriel témoignera et c'est courageux !

Si vous avez rencontré ce soir-là, un homme en chapeau et lunettes noires, alors méfiez-vous !

Déroulement de la soirée :

Pierre VIVIEN nous définit l'**Intelligence Economique** : c'est lorsqu'on sait délivrer l'information stratégique au bon moment, à la bonne personne, pour en obtenir un avantage décisif. L'Intelligence Economique (mauvaise traduction de l'anglais « **Competitive Intelligence** ») est bâtie sur **3 piliers** :

- 1) La **recherche de l'information** pour la prise de décision
- 2) La **protection de l'information**
- 3) L'**influence** sur les marchés.

Au 16^{ème} siècle **les grands explorateurs** faisaient déjà de l'Intelligence Economique. Son champ d'application réside dans l'aide aux entreprises à connaître leur environnement économique et social sur le plan mondial.

Exemple concret : Pierre était dans une entreprise du Haut-Doubs (**Myotte Duquet**) qui fabrique des maisons à ossature en bois. Cette entreprise est passée de la fabrication de la charpente à la vente d'un style de vie car il y a une concurrence internationale sur ce sujet (achat via Internet) et l'entreprise a su comparer des offres en Suède et aux USA sur les mêmes produits.

Actuellement 90% de l'information d'Intelligence Economique est présente sur le Web. On va ainsi chercher de l'information auprès des autres (on est offensif selon une éthique) et ce n'est pas de l'espionnage industriel.

Il existe un **schéma régional de l'intelligence économique**. Quand Pierre intervient en entreprise, si l'intervention est légère, elle est gratuite. Par contre si l'on doit s'appuyer sur des compétences externes, c'est payant pour l'entreprise (mais aussi subventionné par l'état). Pierre accompagne aussi des filières industrielles, c'est alors du collectif.

Question : la veille technologique fait-elle partie de votre scoop ? la réponse est « oui », ainsi que l'expertise avec des outils numériques pour le faire.

Jean-Claude JEUNE (ARIST) travaille sur des **programmes européens de transfert de technologie**. L'autre moitié de son activité concerne la **Propriété Industrielle**. Aujourd'hui on est dans un système de « surinformation » stockée partout, avec de la redondance et des contradictions.

Pour rechercher cette information, **des outils se sont développés** : le premier ordinateur date de 1944, c'est l'**ENIAC** mis au point aux USA : il comportait 5000 tubes électroniques et nécessitait 5 tonnes de glace chaque jour pour le refroidir. Il était 20 fois moins puissant qu'une petite calculette actuelle. La recherche actuelle de l'information est possible grâce à la puissance de calcul des ordinateurs actuels et des réseaux.

Les chiffres de la contrefaçon : une contrefaçon galopante s'est développée :

- **en France** : 40.000 emplois sont perdus chaque année à cause de cette contrefaçon,
- **en Europe**, c'est 200.000 emplois qui sont perdus
- **dans le monde** : il y a 2 ans, 65% des produits contrefaits provenaient de **la Chine**. En 2012, cette nation en **réalise 85%** ! Si on y ajoute les **pays du Maghreb**, on atteint pratiquement les 100%.

Les trafiquants de drogue se reconvertissent en trafic de DVDs : c'est moins risqué pénalement et cela rapporte plus (**1kg de DVDs rapporte 3 fois plus qu'1kg de cannabis**. Si l'on fabrique du faux Viagra, un principe actif de 1 kg coûte 10 fois plus cher que 1kg d'héroïne).

En format numérique, une copie est aussi bonne que son original. Chaque année dans le **commerce international transite 1,6 Milliard de Tonnes** de marchandise dans **600 Millions de containers**. Ne pas oublier que si l'on achète de la **contrefaçon, on finance indirectement le grand banditisme et le terrorisme** car les filières sont désormais interconnectées. Il va falloir faire très attention à l'arme nucléaire face aux terroristes qui risquent de s'en emparer.

500 Milliards d'Euros, soit 7% du commerce mondial sont de la contrefaçon. Remonter une filière de contrefaçon est très difficile aujourd'hui : par exemple, des usines ultramodernes au Vietnam fabriquent de bons produits la journée et des produits contrefaits la nuit. En Europe il y a peu de contrefaçon (à part l'Italie qui est un ^peu montrée du doigt).

Question : quelle est la place des éléments mécaniques en contrefaçon ? ce qui est **dangereux**, ce sont les **pièces de sécurité** contrefaites pour l'industrie de l'automobile (par exemple, les freins, les embrayages).

Deux mesures gouvernementales apparaissent mauvaises aujourd'hui vis-à-vis de la contrefaçon

- 1) **Dérembourser les médicaments** : car les personnes les moins favorisées s'approvisionnent sur Internet avec des médicaments contrefaits (1 sur 2 le sont sur le web). Et ils achètent des huiles frelatées et de faux vaccins en Afrique qui les rendent encore plus malades et peuvent les tuer.
- 2) **Augmenter le prix du tabac** : cela favorise les filières de contrefaçon : les gens achètent des cigarettes contrefaites contenant des produits dangereux pour la santé (par exemple, du plâtre) et 50% de plus de nicotine.

Exemple de contrefaçon dangereuse : la révision complète d'un Boeing 747 coûte 6 Millions d'Euros. Lors de cette révision, on change complètement les **pompes à carburant**. Celles-ci sont reprises dans les cimetières d'avions et revendues par des receleurs 72.000 Euros moins chères que les neuves.

Autre exemple : des plaquettes de freins automobiles contrefaites sont réalisées avec de l'herbe séchée et collée. Il est impossible de le détecter à l'œil nu même par un expert en automobile. Bien sûr ces plaquettes ne servent qu'une fois car le résultat est piteux à la première utilisation.

Jean-Michel COLLART, Directeur du Musée de l'Aventure Peugeot annonce **une exposition du 16 février au 15 mars 2012** au Musée Peugeot sur tout ce qu'on peut trouver en **contrefaçon**.

Le Cdt Bruno MIGEOT indique **pourquoi l'Intelligence Economique est nécessaire** à notre époque :

- 1) Parce qu'on est dans une **crise économique mondiale**
- 2) On parle de « **guerre économique** » parce que **l'entreprise est vulnérable** et souvent éclatée à l'étranger.

l'Intelligence Economique est obligatoire pour l'entreprise si elle veut gagner de l'argent. **La guerre économique ne fait pas de morts mais des chômeurs**. Le rapport de force n'est pas le même qu'avec une guerre « classique » : on ne sait pas jauger correctement les forces de **l'ennemi qui peut être très petit** en nombre **mais très offensif**. Enfin, dans la guerre « conventionnelle », on connaît toujours l'ennemi. Dans la « guerre économique », cet **ennemi est souvent invisible**.

Le domaine défensif de l'Intelligence Economique : est important **pour se défendre contre la concurrence** (y-compris française). Il faut **défendre son patrimoine informationnel, son savoir-faire**. Ce savoir-faire dans une entreprise est **parfois non protégeable par un brevet**. Il existe un **projet de loi** visant à fixer un « **Label Confidentiel Entreprise** ».

Il existe 3 types d'information en Intelligence Economique :

- 1) Les **informations classiques** sur le site internet de l'entreprise et sur l'annuaire. **(80% des informations)**
- 2) Les **informations grises dites sensibles** (comptabilité, fichiers clients...) **(15% des informations)**
- 3) Les **informations noires dites stratégiques** (exemple : business plan) **(5% des informations)**.
 Si on se les fait voler, l'entreprise meurt car on y tue son innovation.

La divulgation compulsive peut fournir aussi de l'information sur l'entreprise : les gens parlent à tort et à travers sur les **réseaux sociaux** au sujet d'informations stratégiques concernant leur entreprise (infos souvent divulguées par des cadres). Des tentatives d'escroquerie et de racket se font via internet. La tête de ces escroqueries, on trouve les mêmes réseaux que ceux de la contrefaçon.

Exemple : attaque dont a été victime le ministère des finances à Bercy en 2011 : les pirates ont commencé par analyser les réseaux sociaux des membres de l'entreprise pour recréer une partie de l'organigramme de Bercy. Ils ont alors envoyé 150 mails au nom d'un des responsables. Quelqu'un a ouvert ce mail et sa pièce jointe et le virus s'est installé dans le serveur de Bercy. Le ministère a ainsi été piraté.

Question : « affaire Renault », info ou intox ? le principal suspect a été libéré mais on ne peut encore rien en dire l'affaire pénale suivant son cours. **Cette affaire n'est pas une affaire d'Intelligence Economique mais d'espionnage, soumise au droit pénal**. On n'est plus dans la légalité (domaine de l'Intelligence Economique). Au centre de l'affaire il y a l'éthique du chef d'entreprise. **Une intrusion consentie n'est pas illégale**. Mais **dans l'affaire Renault**, on est dans le domaine de l'espionnage (**intrusion non consentie**). C'est le domaine des filatures, du racket, des écoutes secrètes. Mais il y a aussi d'autres affaires du même ordre chez d'autres grandes entreprises (AREVA, EDF, etc).

l'Intelligence Economique est un métier à part entière. C'est une prestation de service pour laquelle, il faut rester efficace légalement. **La frontière avec l'illégal est souvent floue : captation d'information, vol d'information sur un ordinateur...**

Autre exemple de divulgation compulsive : les conversations dans les trains qui laissent filtrer des informations stratégiques que tout le monde peut entendre.

Il existe une **Fédération des Professionnels de l'Intelligence Economique** : la **FEPIE** qui a écrit une charte d'éthique de l'**Intelligence Economique**.

Autre moyen d'avoir de l'information sur les entreprises : aller sur les salons qui sont de vrais « hypermarchés » de l'information, et qui permettent de récupérer (« offensivement ») de l'information.

La Gendarmerie Nationale reste positionnée sur le « défensif » (et non l'offensif). Elle réalise deux types d'actions principalement :

- 1) Elle conduit des **bilans de vulnérabilité** vis-à-vis des chefs d'entreprise (cela représente 80% de ses actions en l'**Intelligence Economique**), chez les sous-traitants, chez les assureurs, avec les femmes de ménage,
- 2) **Elle rassemble les renseignements** qu'on peut obtenir **de l'extérieur** sur une entreprise (dénigrement et fausses rumeurs)

Exemple : dans une entreprise Jurassienne, en 2010, on a embauché un commercial qui laissait fuir à l'extérieur de fausses rumeurs qui auraient pu conduire à la fermeture de l'entreprise. On était à la limite de la catastrophe quand le Directeur de l'Entreprise s'en est aperçu et a licencié l'indésirable.

Autre Exemple dans le journal « le Pays » ce jour : un article sur « **des sèche-mains électriques peu recommandables** ». (contrefaits, évidemment), document d'influence.

Le Cdt Manuel BOISSIERE nous précise les renseignements qu'il est amené à échanger sur une entreprise. Il **surveille l'entreprise « de l'extérieur »** sans être obligé d'y pénétrer physiquement. Il peut alors réaliser des captages d'images, des risques de cambriolages aux domiciles des cadres importants pouvoir avoir de l'information stockée chez eux.

Question : vos fonctions font apparaître un double visage : au salon, vous remarquez les matériels contrefaits mais aussi détectez-vous des possibilités pour l'entreprise?

Pas vraiment, **on est capable de dire aux cadres ce qu'il faut faire avant, pendant et après le salon ainsi notre rôle est-il défensif** mais nous n'indiquons pas ce qu'il faut faire pour orienter la stratégie de l'entreprise (ceci fait partie de l'offensif qui n'est pas notre domaine). On peut indiquer au responsable qu'il ne doit pas laisser un stagiaire seul sur le stand pendant l'heure de midi (comme cela se pratique souvent) car l'entreprise va risquer une attaque. Les gendarmes accompagnent ainsi les entreprises mais ne fournissent pas à celles-ci la liste des salons qui pourraient les intéresser. La Gendarmerie essaie de couvrir tous les salons de France où des entreprises franc-comtoises participent.

Exemple : un horloger de Besançon (Leroy) a été victime d'un vol de ses principes mécaniques de mouvement par photo lors d'un salon.

Autre exemple : à Toulouse, là où l'on fabrique le lanceur Ariane, des délégations de visiteurs arrivaient avec des appareils photos, des carnets, des crayons, des tubes de rouge à lèvres... Il y a eu des fuites ainsi. La Gendarmerie apprend au Chef d'Entreprise à ne pas se faire surprendre lors d'une **visite d'usine** : il faut savoir cacher les choses que l'on ne veut pas montrer.

Autre exemple : une société du Jura fabrique des machines à emballer le chocolat suisse. Pour la maintenance de cette machine, celle-ci a été sortie de l'atelier pour que les opérateurs ne puissent pas voir le « process » dans l'entreprise.

Exemple de protection militaire : les entreprises qui réalisent des produits pour la Défense Nationale sont protégées des fuites d'information : elles ont des **réseaux informatiques séparés** d'avec les autres produits et ont des **coffres blindés** pour archiver les plans.

Exemple de réussite : Dassault a réussi à vendre **plus de 120 avions « Rafale »** aujourd'hui-même (négociation bien avancée).

Bruno GRAVELLE nous donne son **témoignage de Chef d'Entreprise TPE** : il conçoit et fabrique des outils en céramique. En septembre 2011, il a reçu un appel téléphonique, (bien redirigé vers lui par sa standardiste), de quelqu'un qui se disait « mandaté » par la Fédération de la Police Nationale et qui voulait connaître les substances utilisées dans son entreprise. Mais cette personne est restée sur sa faim car elle n'a pas voulu décliner son identité.

Le simple fait de donner son nom et un « titre ronflant » comme « Directeur de ... » **d'un service de l'état incite l'interlocuteur à dévoiler des informations confidentielles** sur son entreprise. Il faut donc **être prudent** et bien **vérifier l'identité** de ses interlocuteurs.

Autre exemple d'abus professionnels sur un salon : on y présente sa dernière technologie. Des visiteurs s'attardent avec un badge bien renseigné (**on peut gratuitement se faire confectionner un badge ROLLEX ou de la GENDARMERIE NATIONALE sur Internet**) mais, en fait, on ne sait pas à qui l'on a affaire. La confiance est établie de suite quand on va sur le stand et l'on risque de se faire pirater de l'information.

Autres exemples d'abus : les faux entretiens d'embauche, les faux audits qui ne servent qu'à obtenir de l'information. Quelquefois, on obtient aussi de l'information **auprès de la secrétaire** si l'on a échoué avec le Directeur (mais la plupart des bonnes secrétaires savent filtrer l'information et être de bons « chiens de garde »).

Autre exemple de contrefaçon : une plaquette de freins expertisée par VALEO montre qu'elle a été commandée à des pays douteux avec un **mauvais cahier des charges** : si on ne précise pas qu'elle doit absorber de la chaleur plusieurs fois, on peut se faire délivrer un matériel inutilisable et l'on ne pourra pas ensuite gagner de procès contre l'entreprise frauduleuse.

Autre **source d'Intelligence Economique** : les nombreux **magazines scientifiques** spécialisés.

Question : quels moyens sont mis en œuvre par l'état dans notre région « fortement industrialisée » pour se protéger ? La **Gendarmerie Nationale** fait partie de ces nombreux moyens et services d'état en matière d'Intelligence Economique, la **DRCI** (Direction Centrale du Renseignement Intérieur), la **Direction de la Protection de la Sécurité de la Défense**, les **Douanes** etc. Tous ces organismes sont **coordonnés par le Préfet de Région**. Il a un délégué qui intervient en matière d'Intelligence Economique. L'Etat a donc mis les moyens. L'action régionale consiste à s'engager plus ou moins selon que les entreprises sont plus ou moins sensibles à ce phénomène. La Région « Rhône-Alpes » a plus d'entreprises sensibles que la Franche-Comté.

Question : les entreprises peuvent-elles demander à l'Agence d'Intelligence Economique de faire une analyse de ses informations ? Pierre VIVIEN confirme : une **analyse de l'environnement** de l'entreprise est réalisable, il fait un **diagnostic** et **forme le personnel**, à la demande du Chef d'Entreprise.

La Gendarmerie Nationale s'occupe aussi des entreprises stratégiques (il y en a environ **50 en Franche-Comté**) et aussi d'une ribambelle **d'entreprises à caractère sensible**. On a aussi **4 pôles de compétitivité** qui sont sensibles avec une information parfois poreuse.

Question : quid des gestions de crise ? Pierre VIVIEN travaille sur ces sujets. Il invente un scénario sur 36 heures, formule les objectifs, prend les décisions sur des informations en situation complexe. C'est fait au niveau de 2 établissements avec des étudiants, cela crée une bonne cohésion dans les groupes. **Bravo à l'ENSM (Ecole Nationale Supérieure de Micro Mécanique de Besançon) qui a été primée au niveau national pour un exercice de gestion de crise (devant l'école polytechnique et les Mines)**. L'URIS, dont le Rédacteur de ce compte-rendu est Président, en a été très flattée.

Question : quel effectif de gendarmerie est affecté à l'Intelligence Economique ? Le **Cdt Bruno MIGEOT** indique qu'il y a **3 personnes encadrant** l'Intelligence Economique à Besançon et **18 personnels répartis dans les 4 départements franc-comtois**. **95% des TPE et PME de Franche-Comté sont dans la zone de compétence de la Gendarmerie Nationale**. Les 18 personnes servent surtout de relais de communication.

Question : comment mesure-t-on les résultats obtenus en matière d'Intelligence Economique ? Le **Cdt Bruno MIGEOT** indique que le Préfet a mis en place un Tableau de Bord permettant de suivre chaque mois le nombre de bilans d'entreprises réalisés, le nombre de vulnérabilités détectées, le nombre de conseils prodigués.

Pierre VIVIEN indique que son **cabinet a 4 personnes** (3 ingénieurs et un Assistant) et qu'il s'appuie sur un **réseau national de 50 consultants spécialisés**. Il a un **programme contractualisé** avec un nombre d'expertises à faire, un nombre de formations et de séminaires. Ce programme est élaboré avec l'Etat.

La surveillance d'Internet : Le Cdt Bruno MIGEOT précise que la **Gendarmerie surveille les sites les plus sensibles** (pédophiles etc) mais n'a pas d'outils miracles pour la surveillance de la contrefaçon car la technologie permet des milliers de combinaisons qu'on ne peut pas toutes connaître. Le « **Fishing** » (exemple : les faux mails de France Télécom) prend de nouvelles formes : les escrocs rentrent dans les entreprises par un mail anodin, ce qui rend la **surveillance très difficile**.

Conseil pour vérifier si un site internet est bien sécurisé : par exemple, si l'on va donner son numéro de Carte Bleue pour effectuer un paiement, il est nécessaire que le site ait une **adresse commençant par https** (« s » comme « sécurisé) et qu'un **petit cadenas** apparaisse signalant la sécurisation du site.

La Gendarmerie utilise des réseaux cryptés pour téléphoner mais rien n'est absolument inviolable.

Dans les formations « bac + 5 » des modules d'Intelligence Economique seront enseignés aux étudiants à partir du 1^{er} janvier 2013.

Question : comment protéger les rapports de stage ? le professeur d'université présent répond que l'étudiant signe un **contrat de confidentialité** avec l'entreprise qui lui fait réaliser un stage. **Le rapport de stage est validé par l'entreprise** (à l'écrit) et celle-ci participe à la soutenance orale de l'élève.

Question de Pascal REMOND : L'Intelligence Economique pénètre-t-elle aussi dans les alcôves ?
A cette question « coquine », réponse « coquine » : venez l'apprendre au **Bar des Sciences du 14 février traitant de la chimie de l'amour.**

Les conclusions de cette belle soirée :

Pierre VIVIEN : faites attention !

Jean-Claude JEUNE : l'information est comme une matière première : il faut la protéger !

Commandant Bruno MIGEOT : ne soyons ni paranoïaque ni naïf, soyons simplement vigilant ! et s'il y a de bonnes idées, faites-les breveter ! mais attention, chaque pays a ses propres exigences en matière de brevet.

Commandant Manuel BOISSIERE : Prudence, Prudence, en interne comme en externe !

Rédacteur : Jean-Pierre BULLIARD
Président de l'URIS de Franche-Comté
Président des Ingénieurs INSA de Franche-Comté
Pour le compte du Pavillon des Sciences

Programme des prochains « Bar des Sciences » :

- **Mercredi 8 février 2012 : « Plus de violence aujourd'hui »** Au Bar de l'Hôtel BRISTOL – à Montbéliard – à 20h00.
- **Mardi 14 février 2012 (Saint Valentin) : « Qu'est SEXE ça ? ou la chimie de l'amour »** (l'hormone de l'infidélité) Au Bar de l'Hôtel BRISTOL – à Montbéliard – à 20h00.
- **Mardi 13 mars 2012 : « la démocratie des urnes ? »** Au Bar de l'Hôtel BRISTOL – à Montbéliard – à 20h00.
- **Mardi 3 avril 2012 : « Quand le PARFUM portait remède »** **Au Bar Le Nulle Part Ailleurs – à Vesoul – à 20h00.**
- **Mardi 10 avril 2012 : anniversaire de Tchernobyl : « Sortir du nucléaire ou pas ? Choix énergétiques »** Au Cinéma Le Colisée – à Montbéliard – à 20h00.
- **Mardi 15 mai 2012 : « Crise – Finances – Rigueur... »** Au Bar de l'Hôtel BRISTOL – à Montbéliard – à 20h00.
- **Mardi 5 juin 2012 : « Souriez, vous êtes filmés ! ... des atteintes à nos libertés ? »** Au Bar de l'Hôtel BRISTOL – à Montbéliard – à 20h00.
- **En septembre (date à fixer) : « Et si la Sécu n'existait plus ? »** Au Cinéma Le Colisée – à Montbéliard – à 20h00.

Site Internet du Pavillon des Sciences : www.pavillon-sciences.com.

Parc Scientifique du Près-la-Rose – 25200 MONTBELIARD

Renseignements et réservations : 03 81 91 46 83